

Grands Lacs

RESUME :

1.1. DR Congo

En RDC, la situation sécuritaire et humanitaire reste très précaire au Kivu en dépit des assertions optimistes du chef militaire de la MONUC sur le bon déroulement des opérations conjointes ([RDC_9](#)). Au Nord Kivu, une coalition composée de Maï-Maï, d'ADF-NALU et de démobilisés FARDC a attaqué un centre d'instruction de l'armée près de Beni ([RDC_3](#)). Mais c'est surtout en territoire de Walikale que les affrontements impliquant des bandes Maï-Maï et des combattants FDLR se sont poursuivis ([RDC_5](#)) ([RDC_11](#)) : une des attaques a eu lieu à l'important centre commercial de Mubi par où transite la cassitérite exportée vers le Rwanda ([RDC_12_1](#)). En territoire de Lubero, un camion de la CICR a été incendié par les FDLR ([RDC_10](#)) qui continuent à piller les champs et à percevoir des taxes à une centaine de km. de Goma ([RDC_6](#)). Plusieurs villages ont aussi été l'objet d'attaques qui leurs sont attribuées dans le même territoire ([RDC_12_2](#)). Par ailleurs, à Butembo, deux commerçants ont été tués et un hôtel a été pillé par des hommes armés : la société civile exige une enquête ([RDC_4](#)). Au Sud-Kivu, bien que plusieurs positions Maï-Maï soient désormais contrôlées par les FARDC dans la région de Fizi ([RDC_8](#)), les députés ont remis un mémorandum sur l'insécurité qui persiste dans toute la province (désertions dans les forces armées, frustrations des Maï-Maï démobilisés et non payés, positions stratégiques confiées aux seules troupes du CNDP, etc.) ([RDC_7](#)).

L'insécurité rampante a fait dire au chef des opérations humanitaires de l'ONU, John Holmes, arrivé en RDC pour plaider en faveur de la protection des civils, que la situation humanitaire, en particulier au Sud Kivu, est préoccupante et qu'un retrait prématuré de la MONUC n'est pas souhaitable, l'armée congolaise étant accusée de commettre de nombreuses exactions ([RDC_2](#)) ([RDC_2_1](#)) ([RDC_12](#)). De son côté, le ministre belge des Affaires Etrangères a réitéré auprès de la Secrétaire d'Etat américaine son souhait de voir la MONUC se retirer graduellement en fonction de la réalisation d'objectifs et non d'un calendrier précis ([RDC_1](#)).

En Equateur, la police a arrêté treize personnes présumées entretenir l'insécurité à Mbandaka ([RDC_13](#)) où la MONUC a renforcé ses effectifs après l'attaque de la ville ([RDC_14](#)). Par ailleurs, le gouvernement et les parlementaires du Congo-Brazzaville s'inquiètent de l'insécurité créée par les réfugiés dont certains sont armés et qui sont venus de l'Equateur ([RDC_15](#)) : un nouveau flux de 3.000 personnes est venu gonfler les effectifs de réfugiés déjà présents au nord de la République du Congo ([RDC_15_1](#)).

Dans le domaine politique, le Premier ministre est venu défendre son bilan sur le plan sécuritaire, économique et financier bilan qui est jugé comme un échec par l'opposition dont un député se dit prêt à déposer une motion de censure ([RDC_18](#)). De son côté, l'ONG La Voix des Sans Voix estime en se basant sur une enquête de terrain que les intérêts de la population ne sont pas défendus par ses élus ([RDC_19](#)). Par ailleurs, le ministre de la Justice a lancé une commission nationale chargée de finaliser l'intégration de la RDC à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires) ([RDC_16](#)). Mais, les opérateurs économiques du Nord Kivu estiment que les mesures du gouvernement pour améliorer ce droit ne seront d'aucune utilité si les mêmes taxes sont exigées à la fois par l'exécutif national et les gouvernements provinciaux ([RDC_17](#)).

Dans le domaine de la justice, six militaires ont comparu devant un tribunal militaire de Kinshasa où ils sont poursuivis pour l'assassinat d'un commerçant connu ([RDC_20](#)). Par ailleurs, plus de 200 ONG accuse le ministre de la Justice de s'immiscer dans les affaires judiciaires et demandent à l'Assemblée nationale de rejeter le projet de loi sur le statut des magistrats ([RDC_21](#)). Le procès de

J.P. Bemba continue à occuper le devant de l'actualité : des avocats de la RCA demandent aux juges de la CPI de ne pas renoncer au procès de l'intéressé ([RDC_22](#)), tandis qu'une délégation de députés s'est rendu au Parlement belge et au ministère des Affaires Etrangères pour demander que la Belgique accueille Bemba au cas où il était mis en liberté provisoire ([RDC_27](#)) ([RDC_28](#)). Enfin, signalons que l'envoyée spéciale de l'ONU pour les violences faites aux femmes a qualifié la RDC de « capitale mondiale du viol » ([RDC_23](#)).

Dans le domaine économique, un document gouvernemental, qui évoque les fraudes et les malversations dans le secteur minier, certifie que la production du cuivre et du cobalt doublera en deux ans tandis que celle d'autres métaux (zinc, or, diamant) pourrait tripler ([RDC_24](#)). Par ailleurs, des investisseurs italiens vont s'installer à Bunia pour ouvrir des comptoirs d'achat d'or, de diamant et de cobalt ([RDC_25](#)).

Dans le domaine social, on signalera enfin une grève des taxis à Kinshasa en signe de protestation contre les tracasseries policières ([RDC_26](#)).

1.2. Burundi

Au Burundi, le président de la République a été désigné par son parti comme candidat à sa succession au cours d'une cérémonie aux accents religieux ([BUR_1](#)). Par ailleurs, le gouvernement a décidé de suspendre le droit de grève pendant la période électorale, une mesure qui frappe surtout l'enseignement public en grève depuis le mois de mars ([BUR_2](#)).

1.3. Ouganda

Pour ce qui regarde l'Ouganda, on signalera la publication d'un rapport de l'International Crisis Group (ICG) selon lequel c'est une solution régionale qui doit intervenir pour venir à bout de la LRA ([OUG_1](#)).

1.4. Rwanda

Au Rwanda, l'affaire de l'opposante Victoire Ingabire, présidente du FDU, candidate à l'élection présidentielle et accusée d'être soutenue par le FDLR, continue à défrayer la chronique. Tandis qu'Amnesty International demande qu'elle soit jugée équitablement ([RWA_1](#)), le FDLR dément tout lien avec elle ([RWA_2](#)). Toutefois, deux anciens membres des FDLR auraient affirmé l'avoir aidé dans la constitution d'un mouvement « terroriste » financé par Ingabire ([RWA_4](#)). On signalera aussi la mise en liberté après neuf mois d'incarcération pour détournement de fonds d'un journaliste directeur d'une bimensuel indépendant ([RWA_3](#)) et que deux hauts responsables de l'association Ibuka ont été arrêtés pour mauvaise gestion dans l'assistance allouée aux survivants du génocide ([RWA_5](#)). Enfin, les relations entre la France et le Rwanda continuent à être au beau fixe : dans un entretien avec le journal Jeune Afrique, le président Kagame a estimé courageuses les déclarations de Nicolas Sarkozy sur le génocide rwandais ([RWA_6](#)).